

## 9 novembre 2012 discours CGAS

Chers et chères camarades,

Nous sommes venus une fois de plus rappeler notre exigence que **plus jamais** la force armée ne soit appelée à tirer sur une foule de manifestants et de travailleurs, car ce rappel est malheureusement encore nécessaire.

Parce que la violence qui s'est exprimée à travers les armes ce jour de 1932, contre des travailleurs comme nous, venus manifester pour un idéal anticapitaliste de justice sociale, nous, syndicalistes, cette violence, nous la sentons s'exercer encore quotidiennement.

Cette violence brutale, c'est celle des politiques d'austérité imposées en Europe, pour ménager les intérêts de la finance responsable de la crise de 2008, et qui provoque la misère, le chômage et la colère des travailleurs et travailleuses.

Elle est dans l'arrogance et le mépris de la droite libérale qui veut imposer à Genève aussi une politique d'austérité, qui refuse clairement de faire participer les riches, mais veut augmenter la taxation pour les plus démunis, veut couper dans les services publics, faire le lit de leur privatisation et de la baisse de la fiscalité des entreprises, aggravant ainsi les inégalités sociales déjà creusées par la crise.

Elle est dans les politiques patronales qui font le forcing pour flexibiliser et précariser les contrats de travail, élargir les horaires de travail, mettre une pression sans limite à la productivité, à la performance, maintenir des inégalités entre femmes et hommes, tout en refusant de reconnaître les atteintes à la santé et l'accroissement des inégalités sociales qu'elles provoquent ;

Qui refuse la mise en place d'un salaire minimum qui permettrait de diminuer le scandale des salaires de misère et des travailleurs pauvres ;

Qui licencie pour améliorer les rendements du capital, abandonnant les travailleurs et travailleuses au chômage, dont l'indemnisation a été revue à la baisse.

Cette violence, elle est dans les politiques de division xénophobes, d'extrême droite et populistes, qui stigmatisent les étrangers, les sans-papiers, les requérants d'asile, qui refusent de mettre en place les contrôles nécessaires à l'application d'une libre-circulation qui octroie des meilleurs droits aux immigrés et répond à nos convictions internationalistes.

Cette violence, elle est directement dans les projets du Conseiller Maurer. de bataillons d'armée contre les protestations de travailleurs-travailleuses touché-e-s par la crise.

Cette violence, elle est aussi dans les difficultés et les entraves de plus en plus serrées au droit de manifester et aux droits syndicaux, largement insuffisants.

Notre hommage aux camarades de 1932 est donc aussi l'expression de notre colère contre cette violence à l'égard des travailleuses et travailleurs et de la force intacte de nos idéaux de justice sociale, d'égalité sociale, de juste partage des richesses, et d'octroi de mêmes droits pour toutes et tous.

Jean-Luc Ferrière,  
cosecrétaire général du SIT -Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs